

Au Japon, M. Abe dans la tourmente après la défaite électorale du PLD

samedi 4 août 2007, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juillet 2007).

Sommaire

- [Le premier ministre japonais](#)
- [Le Parti démocrate a su \(...\)](#)
- [Fujimori perd les élections](#)
- [Les Japonais, préoccupés \(...\)](#)

TOKYO CORRESPONDANT

* Article paru dans le Monde, édition du 04.08.07. LE MONDE | 03.08.07 | 16h41 • Mis à jour le 03.08.07 | 16h41

Les pressions s'accroissent pour exiger la démission du premier ministre Shinzo Abe dont le Parti libéral-démocrate (PLD) a subi une cinglante défaite lors des élections sénatoriales du 29 juillet. Selon les sondages, plus de la moitié de l'opinion demande son départ et la plupart des journaux critiquent le fait qu'il s'accroche au pouvoir « *en tournant le dos à la volonté populaire* », écrit par exemple le quotidien *Asahi Shimbun*. Quant au Parti démocrate du Japon (PDJ), revigoré d'être devenu le premier parti à la Chambre basse, il monte aux créneaux.

Le gouvernement Abe et le PLD cherchent à faire de cette défaite une sorte de « non-événement », certes regrettable et dont il faut tirer des conséquences, mais qui ne remet pas en cause le mandat du premier ministre. Du point de vue du droit constitutionnel, l'argument se défend. Mais le vote a été un désaveu du cabinet Abe. Il est peu vraisemblable que le remaniement ministériel annoncé sera suffisant pour calmer le jeu. M. Abe a commencé par limoger, mercredi, le ministre de l'agriculture, Norihiko Akagi, impliqué dans une affaire de fausses factures.

Le président du PDJ, le pugnace Ichiro Ozawa, a qualifié d'« *absurde* » l'entêtement de M. Abe. Et il a ouvert le feu en annonçant que son parti s'opposerait à la prolongation de la mission d'appui de la marine japonaise aux forces internationales en Afghanistan. Ce qui ne pourrait que tendre un peu plus les relations avec Washington. M. Ozawa a décliné, jeudi, une demande de rencontre avec l'ambassadeur américain au Japon, Thomas Schieffer, estimant qu'elle n'était pas opportune.

L'adoption, le 30 juillet, par la Chambre des représentants américaine d'une résolution demandant au Japon de présenter ses excuses aux femmes contraintes à se prostituer pour l'armée impériale pendant la seconde guerre a été ressentie à Tokyo comme un camouflet. Cette résolution, qualifiée de « *regrettable* » par M. Abe, apparaît, juste après la défaite du PLD, comme le « coup de pied de l'âne » à un premier ministre qui avait choisi l'Europe et non les Etats-Unis pour son premier voyage à l'étranger. Le retrait de la Corée du Nord de la liste des pays soutenant le terrorisme - auquel Washington paraît s'être résolu - sera une nouvelle déconvenue pour Tokyo qui prône la fermeté à l'égard de Pyongyang.

Avec un parti gouvernemental affaibli et une opposition renforcée mais qui ne constitue pas, pour

l'instant, une force d'alternance crédible étant donné son manque d'homogénéité, le Japon risque d'entrer dans une période de paralysie politique. La Chambre haute a constitutionnellement moins de pouvoir que la Chambre basse où le PLD dispose d'une forte majorité. Mais, dominée désormais par l'opposition, elle peut bloquer ou faire traîner l'adoption des lois. Depuis 1989, le PLD n'a plus, à lui seul, la majorité à la Chambre haute mais il en conservait le contrôle (avec l'appui de petits partis centristes) et surtout la présidence. Ce qui ne sera plus le cas pour les trois ans à venir.

Un phénomène est peut-être plus préoccupant que les conséquences sur la vie parlementaire de la défaite du PLD : l'apparente incapacité à réagir de ce parti qui, en plus d'un demi-siècle de pouvoir, a démontré son habileté à reprendre les situations en main. Personne ne sort du rang. Aucun de ses caciques ne présente une solution de rechange. Tout le monde semble rentrer la tête en espérant que la tempête va passer. Un calcul qui n'est pas forcément erroné : le PDJ n'est pas prêt à prendre le pouvoir et l'émergence d'un bipartisme au Japon semble encore éloignée.

Assemblage disparate de transfuges de droite et de centre gauche, le PDJ a bénéficié, le 29 juillet, d'un vote sanction du PLD plus que d'un soutien actif des électeurs. Il n'aurait peut-être pas leur aval si ceux-ci devaient se prononcer dans des élections générales ayant à la clef une alternance au pouvoir. Mais il n'en constitue pas moins une nouvelle force qui prive le PLD de sa position hégémonique et pourrait le contraindre à jouer la concertation.

Le ministre de l'agriculture japonais démissionne sur fond de scandales de corruption

LEMONDE.FR avec Reuters | 01.08.07 | 11h59 • Mis à jour le 01.08.07 | 13h01

Le premier ministre conservateur japonais, Shinzo Abe, a accepté, mercredi 1^{er} août, la démission de son ministre de l'agriculture, Norihiko Akagi, trois jours après la défaite électorale des sénatoriales, où le premier ministre a perdu la majorité de la Chambre basse. Il faisait l'objet de soupçons de corruption, alimentés par la presse, depuis l'apparition d'incohérences dans ses soutiens financiers.

Le Parti libéral-démocrate, au pouvoir au Japon, est également affecté par des scandales, auxquels le mauvais résultat des élections de dimanche est imputé. Impopulaire, Shinzo Abe refuse, pour sa part, de quitter son poste.

Norihiko Akagi avait succédé, en juin, à Toshikatsu Matsuoka, qui s'était suicidé en mai après avoir été mis en cause dans l'un de ces scandales.

Le premier ministre japonais, M. Abe, désavoué par les urnes

TOKYO CORRESPONDANT

LE MONDE | 31 juillet 2007

Le premier ministre, Shinzo Abe, a eu beau annoncer ne pas avoir l'intention de démissionner en

dépité de la défaite cuisante de son parti aux élections sénatoriales du dimanche 29 juillet, une période de turbulences politiques s'ouvre pour le Japon. « *Recomposition politique ou désordre ?* », s'interroge le quotidien des milieux d'affaires *Nihon Keizai*.

Attendue, la défaite du Parti libéral-démocrate (PLD) est sévère : « *La pire essuyée par le parti conservateur depuis sa création en 1955* », estime le politologue Gerry Curtis, de Columbia University. Sur les 121 sièges en lice pour le renouvellement de la moitié du Sénat, le PLD n'en a obtenu que 37 (sur les 64 qu'il détenait avant le scrutin). Son allié dans la coalition gouvernementale, le Nouveau Komei, n'obtient, lui, que 9 élus (sur 12 précédemment).

En revanche, le Parti démocrate du Japon (PDJ), première formation d'opposition, a remporté 60 sièges, plus qu'il n'avait espéré. Avec au total 109 sièges, il s'affirme comme le premier parti à la Chambre haute pour les trois prochaines années.

C'est la première fois que le PLD perd le contrôle d'une instance qualifiée au Japon de « chambre du bon sens », en raison de son approche plus posée et moins sensible aux mouvements d'opinion que la Chambre basse. Non seulement le PLD ne domine plus la Chambre haute, mais il va en perdre la présidence, ouvrant la voie à de sérieuses perturbations dans le processus législatif.

M. Abe sort affaibli d'une élection qui était aussi son baptême du feu électoral depuis son accession au pouvoir il y a dix mois. Il assume « *avec humilité la responsabilité de cette défaite* », a-t-il déclaré, mais estime que c'est aussi « *sa responsabilité de poursuivre la reconstruction du pays qui vient de commencer* ». Pour tenir compte de ce vote sanction, M. Abe devrait procéder rapidement à un remaniement ministériel. Il est peu probable que l'opposition démocrate s'en contente, en faisant valoir que le premier ministre ne respecte pas la volonté populaire qui l'a désavoué. M. Abe a écarté l'hypothèse d'une dissolution de la Chambre basse.

En dépit de précédents - le retrait du premier ministre Ryutaro Hashimoto en 1998 -, la défaite du PLD à des élections sénatoriales ne conduit pas automatiquement à la démission du premier ministre. Le parti gouvernemental détient une écrasante majorité à la Chambre basse. En outre, il n'a pas de remplaçant pour succéder à M. Abe. Avant même le verdict des électeurs, la direction du PLD estimait que son remplacement accentuerait la confusion. Elle cherche aujourd'hui à justifier son maintien au pouvoir en faisant valoir que le vote négatif des électeurs a été motivé par des problèmes tels que le fiasco de la gestion des retraites dont il n'est pas responsable.

Avec le parti gouvernemental a été sanctionné son allié centriste, le Nouveau Komei. Un recul d'autant plus surprenant dans son cas que cette formation est soutenue par la puissante secte bouddhique Soka Gakkai qui lui assure un électorat captif. Cette fois, elle semble avoir été moins fidèle que dans le passé.

Cette double défaite est révélatrice. Le vote du 29 juillet fait figure de « coup de semonce ». Il attire l'attention sur les inquiétudes d'une société prospère en surface, dont la machine productive est repartie mais qui, en profondeur, souffre de disparités régionales et d'inégalités croissantes. Brandissant l'étendard des réformes, le prédécesseur de M. Abe, le populiste Junichiro Koizumi, avait fait espérer certaines améliorations. Le « soufflé Koizumi » est retombé et M. Abe, loin de sembler s'attaquer aux maux - hérités ou non de la politique réformatrice de son prédécesseur - a paru avoir d'autres priorités, comme la renaissance de l'identité nationale et la révision constitutionnelle. Les électeurs viennent de lui rappeler leurs propres priorités.

Le Parti démocrate a su capter le malaise social

TOKYO CORRESPONDANT

* *Articles parus dans l'édition du 31.07.07. LE MONDE | 30.07.07 | 15h15 • Mis à jour le 30.07.07 | 15h15.*

La victoire aux élections sénatoriales du 29 juillet est synonyme de renaissance pour le Parti démocrate du Japon (PDJ), première formation d'opposition. Aux législatives de septembre 2005, il avait été balayé par un « raz de marée » libéral démocrate. Le Japon vivait alors à l'heure de l'engouement pour Junichiro Koizumi, le populiste prédécesseur de l'actuel premier ministre.

La sanction que voulaient infliger les électeurs à la coalition gouvernementale n'est pas étrangère à la victoire du PDJ. Mais elle est due aussi à la pugnacité de son président, Ichiro Ozawa, qui a fait une campagne sur le thème « *La vie des citoyens est la priorité* » afin de capitaliser sur le mécontentement des villes, où les inégalités sociales s'accroissent, et celui des campagnes, délaissées par le parti conservateur.

Routier de la vie politique, Ichiro Ozawa (65 ans), qui a pris la tête du PDJ en avril 2006, avait annoncé qu'il se retirerait si le PLD gagnait ces élections. Une détermination qui, conjuguée aux frustrations de l'électorat, a été payante.

« DÉSÉQUILIBRES »

Cassant et autoritaire, M. Ozawa est un dissident du camp conservateur. Il a fait la première partie de sa carrière au Parti libéral-démocrate (PLD) dans le clan le plus puissant, celui de Kakuei Tanaka. Après avoir été secrétaire général de ce parti en 1989, il mena en 1993 une fronde en son sein qui fit perdre à celui-ci la majorité à la Chambre basse. Une défaite historique pour un parti qui avait monopolisé le pouvoir depuis 1955. Le PLD reprit les rênes un an plus tard, mais il gouverne depuis au fil d'alliance avec de petites formations centristes.

M. Ozawa fonda par la suite plusieurs petits partis : le Nouveau Parti du Japon et le Parti libéral qu'il fusionna avec les démocrates de gauche en 2003 pour former le PDJ. Homme de droite, proaméricain, partisan d'un Japon « pays normal » (c'est-à-dire disposant de tous les attributs de la souveraineté dont le droit à la guerre), mais aussi libéral et partisan des réformes, Ichiro Ozawa n'est pas très éloigné des idées qui animent M. Abe. En revanche, il a capté le malaise ressenti par beaucoup de ses concitoyens inquiets de leur avenir. « Le capitalisme de marché a conduit à des déséquilibres. C'est bien pour ceux qui ont les capacités de survivre dans le marché libre. Mais fondamentalement chacun doit avoir une vie décente », estime-t-il. Un message qui a porté.

Surnommé le « destroyer », M. Ozawa a montré qu'il excelle à l'offensive. Victorieux au Sénat, saura-t-il faire de son parti une force constructive en dépit des divergences internes propre à un « parti omnibus », sans colonne vertébrale solide, qui rassemble des transfuges conservateurs et sociaux démocrates ?

CHRONOLOGIE

26 SEPTEMBRE 2006 : M. Abe devient le plus jeune premier ministre, à 52 ans.

15 DÉCEMBRE : le Sénat approuve la création du ministère de la défense et l'enseignement du patriotisme à l'école, voulus par M. Abe.

29 DÉCEMBRE : démission du secrétaire d'Etat pour les réformes administratives, accusé de corruption.

FÉVRIER 2007 : la gestion du système des retraites se révèle un fiasco.

28 MAI : suicide du ministre de l'agriculture, Toshikatsu Matsuoka, accusé de corruption.

3 JUILLET : démission du ministre de la défense, Fumio Kyuma, après ses propos justifiant les bombardements atomiques américains. Le 29, défaite de la coalition au pouvoir aux sénatoriales partielles.

Fujimori perd les élections... japonaises

LEMONDE.FR avec AFP | 29.07.07 | 20h35 • Mis à jour le 29.07.07 | 20h35

Alberto Fujimori a échoué à obtenir un siège de sénateur lors des élections de dimanche au Japon, selon les estimations quasi définitives des résultats.

Le Nouveau parti du peuple (NPP), la petite formation qui soutenait la candidature de Fujimori, n'a obtenu que deux sièges. L'ancien président péruvien aurait obtenu à peine 6 000 voix, selon une projection de la chaîne de télévision publique NHK portant sur 118 des 121 sièges mis en jeu lors des élections.

PREMIÈRE MONDIALE

C'est la première fois dans le monde qu'un ancien chef d'Etat se présentait à des élections nationales d'un autre pays.

Fils de Japonais établis au Pérou lors de la grande vague d'immigration nippone en Amérique Latine des années 1930, celui qui fut l'homme fort de Lima jouit de la double nationalité péruvienne et japonaise.

Assigné à résidence à Santiago en attendant un arrêt de la Cour suprême chilienne sur la demande d'extradition formulée contre lui par le Pérou, il a dû mener sa campagne nippone à distance, par vidéo et via internet.

En novembre 2005, cinq mois avant les élections présidentielles au Pérou auxquelles il espérait participer, il s'est rendu par surprise au Chili, où il a été arrêté. Les tribunaux péruviens veulent qu'il réponde de corruption et de violations des droits de l'homme.

Les Japonais, préoccupés par le vieillissement et les retraites, renouvellent la moitié du Sénat

TOKYO CORRESPONDANT

* Article paru dans le Monde, édition du 29.07.07. LE MONDE | 28.07.07 | 14h27 • Mis à jour le 28.07.07 | 14h27.

Dans la rue, le candidat juché sur le toit de son minibus agite ses mains dans un geste amical, haranguant au porte-voix des badauds indifférents. Il répète son nom et demande, cassé en deux, les suffrages des habitants du quartier populaire de Kita, au nord de Tokyo. A l'intérieur du bureau des assurances sociales, un salarié a d'autres soucis. Il n'a même pas fait attention à quel parti appartenait le candidat, dit-il.

Ce qui le préoccupe, c'est le versement de sa retraite. Il n'est pas le seul : 50 millions de Japonais sont dans le même cas. Cafouillage informatique, négligence, détournement ? Quelle que soit la cause, les dossiers ont été mal gérés ou perdus et les cotisations égarées. Une confusion qui compromet le versement des allocations.

Préoccupés par le vieillissement rapide de la population, les deux tiers des électeurs pensent que la question des retraites est la plus importante des élections du 29 juillet dans lesquelles sont en jeu la moitié des 242 sièges de la Chambre haute. Le fiasco de la gestion des assurances sociales conjugué à l'impopularité du premier ministre Shinzo Abe a affaibli le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir, qui risque d'essuyer une sévère défaite.

Les sondages sont unanimes à donner perdante la coalition gouvernementale formée du PLD, majoritaire, et du parti centriste Nouveau Komei. En prévision de cette défaite, l'entourage de M. Abe a d'ores et déjà annoncé que « cette élection n'a rien à voir avec la désignation du chef du gouvernement » et que celui-ci ne démissionnera pas quelle que soit l'issue du scrutin.

Le PLD dispose, certes, d'une majorité confortable à la Chambre basse et il n'y a pas de successeur avec une assise assez solide au sein de la majorité pour remplacer M. Abe. Enfin, ce dernier semble déterminé à rester au pouvoir. Une défaite trop marquée n'en serait pas moins un désaveu cuisant, rendant plus difficile au PLD de faire passer les lois au Sénat.

En dix mois, le premier ministre (52 ans) a vu son taux de popularité dégringoler à moins de 30 % : une suite de faux pas et de scandales impliquant des membres de son cabinet a donné l'impression de confusion et d'indécision. Et les sénatoriales, dramatisées par les médias, ont pris un tour de vote de confiance. M. Abe a, en outre, mis en avant des thèmes (réforme constitutionnelle, enseignement du patriotisme à l'école), chers à la droite, mais qui achoppent sur les attentes de la majorité des électeurs, plus préoccupée par les problèmes quotidiens et des disparités sociales grandissantes. Si les plus âgés s'inquiètent de leur retraite, les jeunes sont insatisfaits de l'évolution du marché du travail. Près de 3 millions, âgés de 18 à 35 ans, sont rejetés dans une précarité permanente en dépit de la reprise économique.

Le côté « désuet » des campagnes électorales à la japonaise avec leur surenchère de décibels de la part de candidats au discours axé sur la proximité plus que sur un programme ne retient guère

l'attention de la jeune génération. D'autant moins que la campagne « online » n'est pas autorisée. Résistance des « routiers » de la politique qui ont peur d'être encore plus l'objet de révélations sur leur conduite ? Les demandes répétées de l'opposition de permettre des campagnes sur Internet ont toujours été rejetées.

Les libéraux-démocrates traversent une mauvaise passe : ils régressent même en campagne, autrefois leur « fief ». Vieillissantes, les zones rurales se sentent délaissées par le parti conservateur. Quant à l'électorat flottant des villes, indécis, il semble basculer du côté de l'opposition, - sans enthousiasme, car le chef du Parti démocrate, Ichiro Ozawa, vétéran de la politique, n'est pas plus populaire que Shinzo Abe.

L'ex-président péruvien Alberto Fujimori candidat

Réclamé par la justice du Pérou, en résidence surveillée au Chili, l'ex-président péruvien Alberto Fujimori brigue, dimanche 29 juillet, un siège au Sénat japonais. C'est la première fois dans le monde qu'un ex-chef d'Etat se présente à des élections nationales dans un autre pays. Jouissant de la double nationalité, M. Fujimori se présente sous la bannière du Nouveau Parti du peuple, crédité de 1 % des intentions de vote. Il se dit « le dernier samouraï » qui ressuscitera les valeurs japonaises du travail et de l'abnégation. Après sa chute au Pérou en 2000, il a vécu cinq ans en exil au Japon. - (AFP.)